



Université de Caen Normandie
Esplanade de la Paix CS14032
14032 Caen Cedex 5
France



Universidade Federal de Uberlândia
Av. João Naves de Ávila, 2121
Campus Santa Mônica – CP 593
38.400-902 - Uberlândia – MG
Brésil

L'Universidade Federal de Uberlândia, **fondation publique d'éducation supérieure, intégrante de l'Administration Fédérale Indirecte, instituée par le Décret-loi numéro 762, du 14 août 1969, modifié par la loi 6.532, du 14 mai 1978, dont le Rectorat est situé à l'avenue João Naves de Ávila, 2121, Quartier Santa Mônica, Uberlândia-MG, Brésil, inscrite au CNPJ/MF sous le n° 25.648.387/0001-18, représentée par son Recteur le Professeur Docteur Valder Steffen Júnior,**

[redacted] ci-après dénommée UFU, de l'autre côté, l'Université de Caen Normandie, situé Esplanade de la Paix, CS14032, 14032 Caen Cedex 5, France, représentée par son Président, Pierre DENISE, signent le présent accord de coopération, moyennant les clauses et les conditions suivantes, en application des Accords de Coopération Universitaire de la République Fédérative du Brésil, observées les dispositions de la Loi 8.666/93.

ARTICLE 1

L'Accord est destiné à promouvoir l'échange culturel, scientifique et technologique entre les deux institutions, en vue de resserrer les relations académiques entre la France et le Brésil.

ARTICLE 2

La Coopération débutera dans les domaines spécifiques d'intérêt commun définis par les responsables des deux Institutions. Elle pourra être élargie à d'autres domaines d'études et d'activités, en commun accord, qui seront ajoutés plus tard, sous forme d'avenants au présent Accord.

ARTICLE 3

La Coopération entre les deux Institutions sera développée sous la forme suivante :

- a) échanges de chercheurs, d'enseignants et d'auxiliaires administratifs (les échanges devront être programmés selon un calendrier élaboré conjointement au cours de l'année académique qui précède le programme) ;
- b) échanges d'étudiants et de stagiaires (chaque année, les établissements sélectionneront, parmi leurs étudiants, ceux qui participeront au programme d'échange - formation initiale et formation continue, programme de recherche et de développement, échanges internationaux de stagiaires dans l'industrie, et transferts de technologie). Les échanges d'étudiants stagiaires feront l'objet d'une convention spécifique où seront précisés les détails de ce programme. Les dossiers de participation devront être envoyés à l'établissement partenaire au minimum six mois avant la date effective du début de l'échange ;
- c) missions d'enseignement et de recherche ;

- d) développement conjoint de recherche d'intérêt commun (élaboration de projets dans les domaines des relations culturelles, scientifiques et techniques qui devront faire partie des programmes bilatéraux et/ou multilatéraux entre la France et le Brésil) ;
- e) échange de documentation et de publications scientifiques et techniques ;
- f) organisation de colloques, séminaires ou réunions de nature scientifique, définis d'un commun accord entre les deux Institutions ;
- g) direction de thèses en co-tutelle et participation de jurys.

ARTICLE 4

Les charges financières entraînées par l'application de cette convention relèvent des Universités contractantes selon la législation et les normes en vigueur dans chaque Institution. Les parties contractantes rendront un rapport annuel à leur administration qui traitera des conditions pédagogiques et scientifiques sous lesquelles les actions se sont déroulées ainsi que de l'exécution financière.

SOUS-ARTICLE

Les participants prendront à leur charge leurs dépenses de séjour, les frais de voyage, de nourriture, d'hébergement et d'assurances. L'établissement d'accueil garantira l'inscription dans le programme et facilitera l'hébergement des étudiants accueillis. Les étudiants participant au programme de mobilité paieront les frais d'inscription seulement dans l'établissement d'origine.

ARTICLE 5

Chaque Université désignera un coordinateur qui, au niveau de l'institution, sera responsable de l'implantation, de l'application et du développement de la présente Convention.

ARTICLE 6

Chaque université s'engage à conserver confidentielles les informations scientifiques et techniques appartenant à l'autre université et toute information de quelque nature que ce soit relative à l'autre université dont elle pourrait avoir connaissance au cours des négociations précontractuelles ou à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

Chaque université ne publiera ou ne communiquera tout ou partie desdites informations confidentielles à des tiers qu'avec l'accord écrit de l'autre université.

Toute publication scientifique commune relative à ce programme de recherche sera effectuée avec l'accord des parties, et mentionnera la participation de chacune des parties.

Chaque partie reste propriétaire des résultats brevetés ou non qu'elle détient antérieurement à la signature des contrats particuliers ou qui découleraient des travaux entrepris en dehors des actions de collaboration.

Les résultats des travaux issus des actions de collaboration seront réputés être la copropriété de l'université et du partenaire au prorata de leurs apports respectifs, intellectuels et financiers, à l'obtention de ces résultats.

Les établissements contractants sont copropriétaires des résultats obtenus dans le cadre de la présente collaboration.

Chaque université s'engage à ne pas déposer une demande de brevet ou autres titres de Propriété Industrielle incluant les informations confidentielles de l'autre université sans avoir obtenu préalablement l'autorisation écrite de cette dernière.

Dans le cas où des résultats détenus en copropriété seraient susceptibles de faire l'objet d'un dépôt de brevet, un règlement de copropriété sera établi entre les parties, préalablement au dépôt de la demande de brevet, pour fixer notamment les conditions de gestion de leurs droits et obligations.

Les stipulations du présent article ne pourront faire obstacle :

- ni à l'obligation qui incombe aux chercheurs ou enseignants-chercheurs de chacune des universités de produire un rapport d'activité à l'organisme dont ils relèvent, cette communication ne constituant pas une divulgation au sens des lois sur la Propriété Industrielle,
- ni à la soutenance de thèses des doctorants ni à la soutenance d'une habilitation à diriger des recherches des chercheurs ou enseignants-chercheurs dont l'activité scientifique est en relation avec l'objet de la présente convention.

ARTICLE 7

La présente Convention aura une durée de cinq ans, à compter de la date de sa signature. Elle pourra être modifiée par consentement mutuel selon les intérêts des contractants.

ARTICLE 8

La présente Convention pourra être résiliée, amicalement, d'un commun accord entre les parties, ou par la partie intéressée dans le cas de l'inobservance de l'une de ses clauses ou conditions. L'autre partie devra être notifiée par écrit, au moins six mois à l'avance. Cette réalisation ne pourra porter préjudice aux étudiants, chercheurs et enseignants engagés dans des études, stages et recherches, dont la conclusion sera assurée.

ARTICLE 9

Les parties s'accordent pour désigner le tribunal de la ville comme lieu de résolution de problème, au cas où il arrive une quelconque divergence liée à cette Convention.

Et, étant d'accord avec tout ce qui aura été cité ci-dessus, les parties signent la présente Convention, en quatre (4) exemplaires, deux en portugais et deux en français, de forme et teneur égales, afin que les effets légaux et juridiques soient respectés.

Caen, le 23 avril 2018.

Uberlândia, le 28 mai 2018.



Pierre DENISE
Président
Université de Caen Normandie



Prof. Dr. Valder STEFFEN JÚNIOR
Recteur
Universidade Federal de Uberlândia



Université de Caen Normandie
Esplanade de la Paix CS14032
14032 Caen Cedex 5
France



Universidade Federal de Uberlândia
Av. João Naves de Ávila, 2121
Campus Santa Mônica – CP 593
38.400-902 - Uberlândia – MG
Brasil

A **Universidade Federal de Uberlândia**, fundação pública de educação superior, integrante da Administração Federal Indireta, instituída pelo Decreto-lei nº 762, de 14 de agosto de 1969, alterado pela Lei nº 6.532, de 14 de maio de 1978, com sua Reitoria situada na Avenida João Naves de Ávila, 2121, Bairro Santa Mônica, Uberlândia-MG, inscrita no CNPJ/MF sob o nº 25.648.387/0001-18, neste ato representada pelo seu Reitor, Professor Doutor **Valder Steffen Júnior**,

[REDACTED] doravante denominada simplesmente **UFU** e, de outro lado, a Université de Caen Normandie, situada na **Esplanade de la Paix, CS14032, 14032 Caen Cedex 5, França**, neste ato representada pelo seu Presidente, Pierre DENISE, assinam o presente Convênio mediante as cláusulas e condições seguintes, em aplicação aos acordos de Cooperação Universitária da República Federativa do Brasil, observadas as disposições da Lei nº 8.666/93, no que couber.

ARTIGO 1

O Acordo destina-se a promover o intercâmbio cultural, científico e tecnológico entre as duas instituições, visando estreitar as relações acadêmicas entre o Brasil e França.

ARTIGO 2

A Cooperação será nas seguintes áreas específicas de interesse mútuo, definidas pelos responsáveis das duas Instituições. Ela poderá ser estendida a outras áreas de estudo e atividades, de comum acordo, que serão anexadas mais tarde, através de termos aditivos ao presente Acordo.

ARTIGO 3

A Cooperação entre as Instituições será desenvolvida principalmente por intermédio de:

- a) intercâmbio de pesquisadores, de professores e de técnico-administrativos (os intercâmbios deverão ser programados de acordo com o calendário elaborado conjuntamente, ao longo do ano acadêmico que precede ao programa de intercâmbio);
- b) intercâmbio de estudantes e de estagiários (cada ano, os estabelecimentos selecionarão entre os seus estudantes aqueles que participarão do programa de intercâmbio – formação inicial e contínua, programa de pesquisa, estágios nas indústrias e transferência de tecnologia). Os intercâmbios dos estudantes estagiários farão objeto de uma convenção específica em que serão descritos os detalhes do programa. Os

- dossiês serão enviados ao estabelecimento acolhedor com uma antecedência mínima de seis meses da data de início efetivo do intercâmbio;
- c) missões de ensino e pesquisa;
 - d) desenvolvimento conjunto de pesquisa de interesse comum (elaboração de projetos nas áreas das relações culturais, científicas e técnicas, que deverão fazer parte dos programas bilaterais e/ou multilaterais entre o Brasil e França);
 - e) troca de documentações e de publicações científicas e técnicas;
 - f) organização de colóquios, seminários ou reuniões de caráter científico definidos de comum acordo entre as duas Instituições;
 - g) co-orientação de teses e participação em bancas examinadoras.

ARTIGO 4

Os encargos financeiros decorrentes da aplicação do Acordo serão assumidos pelas Instituições convenientes, conforme a legislação e as normas vigentes em cada Instituição. As partes convenientes farão um relatório anual às suas administrações, tanto acerca das condições pedagógicas e científicas nas quais a ação se desenvolveu, como acerca de sua execução financeira.

Sub-cláusula

Os estudantes e os estagiários assumirão as suas próprias despesas de estada, os custos de viagem, de alimentação, de alojamento e de seguro. O estabelecimento acolhedor garantirá a inscrição do estudante no programa e facilitará o alojamento dos estudantes que serão acolhidos. Os estudantes participantes do programa de mobilidade pagarão os direitos de inscrição unicamente no estabelecimento de origem.

ARTIGO 5

Cada Instituição indicará um coordenador a nível institucional, o qual será responsável pela implantação, aplicação e desenvolvimento deste Acordo.

ARTIGO 6

Cada estabelecimento compromete-se a guardar confidenciais as informações científicas e técnicas que pertencem ao outro estabelecimento, e toda informação, de qualquer natureza que seja, relativa ao outro estabelecimento de que tiver conhecimento durante as negociações pré-contratuais ou no momento da execução da presente convenção.

Cada estabelecimento apenas publicará ou comunicará, tudo ou parte das ditas informações confidenciais a terceiros com aprovação escrita do outro estabelecimento.

Toda publicação científica comum relativa a esse programa de investigação será feita com aprovação das duas partes e mencionará a participação de cada uma das partes.

Cada estabelecimento é proprietário dos resultados patenteados ou no que possui antes da assinatura de contratos específicos ou que resultam de pesquisas

Cada estabelecimento é coproprietário dos resultados obtidos no âmbito da presente colaboração.

Cada estabelecimento compromete-se em não registrar um pedido de patente ou outros títulos de Propriedade Industrial que incluam informações confidenciais do outro estabelecimento sem obter a autorização prévia escrita deste.

No caso de resultados, detidos em co-propriedade, serem susceptíveis de se transformar em patente, um regulamento de co-propriedade terá que ser estabelecido entre as partes, antes do pedido de registo de patente, para estabelecer as condições de gestão dos direitos e as obrigações dela.

As cláusulas do presente Artigo não podem opor-se :

- nem à obrigação, que cabe aos pesquisadores ou docentes-pesquisadores de cada um dos estabelecimentos, de produzir um relatório da atividade ao organismo de que dependem, não constituindo essa comunicação uma divulgação no sentido das leis sobre a Propriedade Industrial ;
- nem à defesa de uma tese de doutoramento, nem à defesa de uma habilitação para a direção de pesquisas de pesquisadores ou docentes-pesquisadores cuja atividade científica tem relação com o objeto da presente convenção.

ARTIGO 7

O presente Acordo terá vigência de (05) cinco anos, contados a partir da data de sua assinatura, podendo ser alterado, de acordo com os interesses mútuos dos convenientes.

ARTIGO 8

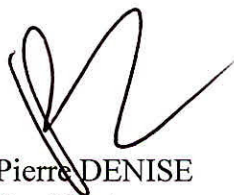
O presente Acordo poderá ser rescindido amigavelmente, por acordo entre as partes, ou pelo conveniente interessado nos casos de inadimplência de qualquer uma das suas cláusulas ou condições. O outro conveniente deverá ser notificado, por escrito, com pelo menos seis meses de antecedência. O término do Acordo não poderá prejudicar os estudantes, estagiários, pesquisadores, docentes e técnico-administrativos envolvidos em estudos, estágio, formação e pesquisas em andamento, os quais deverão ter a sua conclusão assegurada.

ARTIGO 9

Fica eleito o foro do lugar, onde porventura ocorrer qualquer divergência relacionada a este Acordo, para dirimir as questões.

E, por estarem de acordo com o pactuado acima, assinam o presente Acordo, em quatro vias de igual conteúdo e forma, sendo duas em português e duas em frances para que produzam os efeitos legais e jurídicos.

Caen, 23 abril de 2018.



Pierre DENISE
Presidente
Université de Caen Normandie

Uberlândia, 28 de maio de 2018.



Prof. Valder Steffen Junior
Reitor
Universidade Federal de Uberlândia